

<http://www.econospheres.domainepublic.net/Crise-de-l-euro-decodage-d-un>



Crise de l'euro : décodage d'un fiasco.

- Archives Textes -

Date de mise en ligne : jeudi 15 novembre 2012

Copyright © Econosphères - Tous droits réservés

Le 6 octobre dernier s'est tenu à Bruxelles le colloque « Another Europe Now ! ». Celui-ci était organisé par une vingtaine d'organisations, syndicats et mouvements sociaux du Nord et du Sud du pays. L'intervention inaugurale du colloque a été faite par Ronald Janssen, économiste de la Confédération européenne des syndicats. Celui-ci a décodé la réponse politique à la crise et montré pourquoi elle échoue complètement.

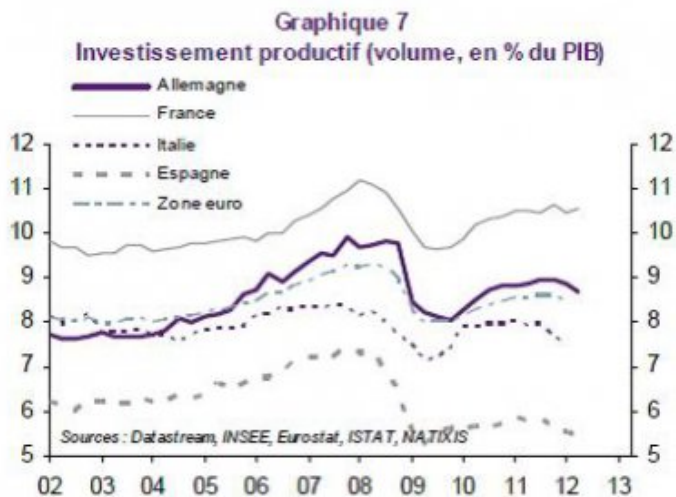
Pour les dirigeants européens, la cause est entendue. Ce sont les salaires excessifs qui sont responsables de la crise. Dans les pays les plus touchés, Grèce, Espagne, Portugal, Irlande, les salaires ont augmenté entre 2001 et 2010 de 30 % à 40 % [1]. Dans le même temps, en Allemagne, les salaires ont pratiquement stagné. Cette divergence salariale aurait miné la compétitivité des pays aujourd'hui en crise, et creusé leur déficit commercial. Tant que les marchés financiers faisaient confiance à ces pays, le problème n'apparaissait pas. Mais en 2010, la confiance s'est évanouie. Les marchés financiers ont coupé le robinet. Et la Grèce, puis d'autres pays, se sont retrouvés en cessation de paiement. Il a fallu l'intervention des autres gouvernements de la zone euro pour éviter le dépôt de bilan.

De ce diagnostic, les dirigeants européens tirent un remède simple. Les salaires sont responsables de la crise. Il faut donc les réduire drastiquement. C'est ce qui permettra à l'Europe de se relever. C'est le remède de cheval imposé par la troïka à la Grèce, au Portugal, à l'Irlande, mais aussi à la Roumanie, à la Lettonie... Du jour au lendemain, les citoyens de ces pays subissent des baisses des salaires ou de sécurité sociale de 30 %, 40 % ou plus encore... L'austérité ne s'arrête pas aux frontières des pays trop peu compétitifs. Il serait dommage de ne pas faire profiter toute l'Europe de politiques aussi judicieuses... Depuis deux ans, l'Europe entière vit au rythme de l'activisme sans précédent de la Commission européenne et du Conseil européen (c'est-à-dire les Etats membres). Les initiatives législatives prolifèrent : semestre européen, pacte pour l'euro, recommandations aux Etats membres, monitoring des salaires, traité budgétaire... Alors que le traité budgétaire n'est pas encore été signé ; qu'un nombre croissant d'économistes, y compris récemment au sein du FMI, reconnaissent aujourd'hui que ces politiques sont un fiasco, les dirigeants européens nous annoncent un nouveau traité sur l'Union économique et monétaire. Qui ira encore plus loin dans l'austérité...

R. Janssen éclaire les raisons de ce fiasco. Il montre que les salaires ne sont pas responsables de la crise. Ou plutôt si : la crise provient, non de salaires excessifs, mais au contraire de décennies de pression sur les salaires et d'explosion des inégalités. Plus concrètement, il est faux de voir dans la modération salariale la raison de la compétitivité allemande. Les salaires ont certes beaucoup augmenté dans le Sud de l'Europe au cours des dix dernières années, mais c'est qu'ils partaient de très bas. Le salaire horaire des Portugais est de 10 euros aujourd'hui, il est en Allemagne de 30 euros. Ce qui explique le manque de compétitivité du Portugal (et des autres pays), ce n'est donc pas le niveau excessif des salaires, mais la spécialisation de l'industrie portugaise dans des productions trop peu sophistiquées. Inversement, c'est la qualité, la fiabilité, le caractère innovant des produits des entreprises allemandes qui expliquent pourquoi ce pays exporte beaucoup, y compris et surtout vers les pays émergents. L'austérité n'est pas seulement tragique pour les gens. Elle constitue aussi une ineptie économique. Elle va directement à l'encontre de l'objectif recherché : permettre le redressement industriel. En effet, la baisse du pouvoir d'achat des ménages plombe la demande économique. La croissance n'étant plus au rendez-vous, les entreprises délocalisent leur production pour aller chercher la croissance là où elle se trouve : dans les pays de l'Est qui continuent de croître et dans les pays émergents. Si un redressement doit avoir lieu, il ne peut venir que d'un réinvestissement local des entreprises et des Etats dans des industries innovantes et répondant aux besoins urgents d'aujourd'hui, notamment la création d'une société bas carbone. Au lieu d'un monitoring des salaires, c'est un monitoring des profits des entreprises que les dirigeants politiques devraient mettre en œuvre. C'est la proposition de R. Janssen. Ce monitoring concernerait aussi les investissements des entreprises. Les entreprises accumulent à nouveau d'énormes profits, mais les investissements ne repartent pas (Graphique), alors que la lutte contre le

réchauffement nécessite des transformations pharaoniques de notre appareil productif (transports, énergies renouvelables, etc.).

Cette analyse a toute son importance, alors que les partenaires sociaux s'apprêtent à négocier un nouvel accord interprofessionnel. Comme toujours, l'argument de la compétitivité justifie les attaques patronales contre les salaires et l'index. La situation européenne doit nous ouvrir les yeux. L'évangile de l'austérité ressemble de plus en plus à une apocalypse.



Source : Natixis (2012)

Post-scriptum :

Source originale : Etienne Lebeau, *Crise de l'euro : décodage d'un fiasco*, *Le droit de l'employé* n°9, CNE, novembre 2012.

[1] Il s'agit plus précisément du coût salarial par unité produite. Une augmentation de ce coût signifie que les salaires augmentent plus vite que la productivité.